



Nevers, CSASD du 24 mars 2023

Madame la directrice académique,

Mesdames, messieurs les membres du CSASD,

Pour l'UNSA éducation le second degré continue de payer un lourd tribut.

Il a déjà subi de très nombreuses suppressions d'emplois au cours des dernières années. Ces choix politiques sont à l'inverse des déclarations ministérielles qui pointent les besoins des collégiens et lycéens. Malgré cette baisse, les académies devront, tout de même, mettre en œuvre 1H30 de mathématiques en plus dans le tronc commun pour les élèves de première qui n'auront pas choisi la spécialité mathématiques...

L'UNSA éducation dénonce ces choix fait à rebours des défis fondamentaux posés à notre école.

Nous nous opposons également à la suppression de la technologie en 6^{ème}.

La technologie est en enseignement essentiel qui permet aux élèves de développer des compétences à part entière et pratique, favorise des réussites et booste leur motivation. Cette discipline fait la passerelle entre l'école et le collège en leur faisant découvrir l'ENT et en leur apprenant, notamment, à utiliser des outils fondamentaux pour leur scolarité au collège.

Le bloc sciences sera de facto affaibli à l'heure où notre pays manque de techniciens, d'ingénieurs et de scientifiques et où le vivier post bac se tarit dans certaines filières

Par ailleurs, et contrairement à ce qu'annonce le ministre, il serait illusoire de penser que l'enseignement de technologie puisse être renforcé en 5^{ème}, 4^{ème} ou 3^{ème} ou alors en enlevant des heures à d'autres disciplines ce qui serait tout aussi inacceptable. La pratique du « déshabiller Pierre pour habiller Paul » n'a jamais constitué une politique.

Pour l'UNSA éducation, la technologie est une discipline d'avenir. Le gouvernement fait un choix budgétaire sans fondement pédagogique. Notre ministre se dit « être un homme de terrain » alors comment expliquer aussi la suppression de la technologie en SEGPA.

Notre ministre devrait au contraire tout mettre en œuvre pour recruter les professeurs de technologie dont il a besoin et rendre les carrières attractives. Le financement de l'heure supplémentaire de français et de maths en 6^{ème} ne doit pas se faire au détriment de la technologie.

Nous rappelons que les heures d'enseignement représentent des postes mais aussi les modalités d'accompagnement des élèves. C'est impossible, avec presque 30 élèves, de faire des débats en éducation morale et civique, d'utiliser les laboratoires

de sciences, d'avoir des petits groupes en langues... Ces heures sont donc supprimées faute de dotations supplémentaires.

Dans ce contexte, pour les équipes, la seule marge de manœuvre possible est de renoncer aux dispositifs qui bénéficient à tous mais plus particulièrement aux élèves les plus fragiles. Pour L'UNSA Éducation il n'est pas acceptable de financer certaines mesures au détriment d'autres faute de moyens. Les familles les plus « résilientes » auront pu s'adapter à la pandémie mais pour beaucoup d'autres foyers de nos élèves les dégâts seront parfois irréversibles.

En respectant des effectifs de classe à 24 comme le demande l'UNSA, beaucoup de collègues ne se verraient plus en service partagé et enseigner dans de bonnes conditions. Notre gouvernement fait des calculs à la petite semaine mais sur le long terme, ce seront à coup sûr plus de professeurs qui n'arriveront plus à donner du sens à leur travail, plus d'arrêt de travail.

Dans notre département, nous tenons à saluer le travail de nos collègues de la DOSEPP et les échanges lors du GT mais les moyens proposés ne permettront pas aux enseignants d'accueillir et de former correctement tous les jeunes collégiens.es, les conditions de travail ne s'améliorent pas, le travail d'équipe est bien souvent réduit à « peau de chagrin » et les salaires n'évoluent pas. Dans ce contexte, comment pourraient-ils comprendre que nous acceptons cette situation ?

Prendre conscience de l'inadéquation de l'organisation actuelle du collège aux objectifs de formation des nouvelles générations pourrait permettre d'éviter le piège dans lequel est tombé encore une fois le ministère en procédant à des changements cosmétiques qui ne réforment rien sur le fond mais qui aggravent encore les conditions de travail.

Les représentants des personnels UNSA Education